

Un gouvernement économique pour l'Europe, c'est maintenant ! par Guillaume Klossa, Jean-François Jamet

LEMONDE.FR | 10.03.10 |

Les temps changent et ce qui était impensable avant la crise devient non seulement concevable mais indispensable. Lors du dernier Conseil européen, la chancelière [Angela Merkel](#) a exprimé pour la première fois le besoin d'un gouvernement économique européen tandis que, lors de sa première audition devant le Parlement européen, le président [Herman Van Rompuy](#) ne l'a pas exclu, rappelant à l'occasion que *"sans responsabilité collective, l'Europe ne pourra sauver ni son modèle social ni sa place dans le monde"*

Pourquoi ce revirement ? La crise a d'abord souligné la faiblesse des mécanismes de coordination des politiques économiques nationales. Ces mécanismes n'ont pas empêché des Etats membres comme la France et l'Allemagne de mener des politiques économiques divergentes au cours des dix dernières années. Ils n'ont pas permis d'élaborer un plan de relance budgétaire véritablement européen lorsque l'Europe est entrée en récession. Ils n'ont pas empêché que la dette publique et le déficit commercial de certains Etats membres atteignent des niveaux insoutenables. Ils ne permettent pas aujourd'hui d'apporter une solution crédible au risque de défaut d'un Etat.

Mais le problème est plus large : il concerne en réalité la capacité de l'Europe à accroître son rythme de croissance et sa compétitivité de manière durable. Dix ans après l'adoption de la stratégie de Lisbonne, les résultats sont décevants : les objectifs fixés en matière de taux d'emploi, de gains de productivité et de dépenses de recherche et développement et d'innovation sont loin d'avoir été atteints. Alors que l'Europe doit faire face à des défis immenses tels que l'adaptation des modes de production et de consommation à l'enjeu environnemental, le vieillissement accéléré de la population européenne, un taux de chômage de nouveau supérieur à 10 %, qu'elle doit réinventer sa politique industrielle et repenser son système de formation, elle ne bénéficiera que d'un taux de croissance très faible, dont le niveau potentiel est estimé entre 1 et 1,5 % pour les dix prochaines années. Par comparaison, la croissance potentielle mondiale est évaluée à 4,5 %, un niveau que la France n'a plus retrouvé depuis les années 1970.

Enfin, les équilibres économiques mondiaux ont changé. La croissance mondiale est désormais tirée par les économies émergentes qui souhaitent peser dans les négociations internationales. Dans ce contexte, les Etats européens doivent être unis pour faire entendre leur voix, mais sans gouvernement économique, les positions communes qu'ils défendent manquent de force et de crédibilité. Dans ce contexte, l'euro a tendance à jouer le rôle de variable d'ajustement face aux déséquilibres économiques mondiaux. Sa volatilité est particulièrement dommageable pour les entreprises européennes.

L'enjeu va donc bien au-delà d'une simple solidarité entre Etats. Il s'agit en fait de créer les conditions qui permettront de maintenir un niveau élevé de protection sociale, résoudre le chômage ainsi que l'influence de l'Union européenne, qui reste – malgré l'érosion de ses positions à l'exportation – le principal acteur de la mondialisation.

C'est l'ensemble de ces raisons qui expliquent le revirement idéologique d'une Allemagne longtemps opposée à toute coordination économique. Pour exister dans le monde d'aujourd'hui, l'Union européenne doit se doter des mêmes moyens que ces pays continents que sont les Etats-Unis, la Chine, l'Inde ou le Brésil.

Le concept de gouvernement économique européen a longtemps résonné comme un slogan sans qu'on sache vraiment ce qu'il recouvrait. Il est aujourd'hui temps de l'explicitier. Dans le cadre des nouvelles institutions, c'est au Conseil européen rassemblant les 27 chefs d'Etat ainsi qu'à son président, le belge Herman Van Rompuy, d'en fixer les orientations et moyens.

Ce qui est certain, c'est que ce gouvernement économique devra obéir à certains principes : un principe de convergence, car une politique économique commune sera plus aisée et efficace si l'hétérogénéité des règles nationales, des points de vue et des situations économiques et sociales est réduite ; un principe de solidarité, car la cohésion reste un objectif essentiel de l'Union et permet de renforcer l'Europe face aux crises de toute nature ; un principe d'efficacité, qui suppose l'adoption rapide de mesures concrètes pour faire face aux défis économiques des Européens ; enfin, un principe d'ouverture au débat, nécessaire pour que l'ensemble des sujets puissent être abordés et pour éviter les crispations idéologiques.

Plus concrètement, le gouvernement économique européen pourrait reposer sur quatre piliers : la création d'un Fonds monétaire européen pour gérer les risques de défaut ; le renforcement du rôle du Conseil européen et de l'Eurogroupe pour en améliorer les capacités d'analyse, de supervision, de programmation et de représentation extérieure ; l'accroissement des capacités d'investissement européennes dans l'éducation, l'innovation, les infrastructures, et plus généralement les "*biens communs*" ; et un accord politique sur une stratégie de convergence renouvelée pour renforcer le marché intérieur et l'efficacité des politiques économiques et sociales européennes.

La crise et l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne ont créé un contexte propice à une relance de l'ambition économique européenne. Cette occasion ne doit pas être manquée.

Guillaume Klossa est président d'EuropaNova et ancien conseiller spécial de [Jean-Pierre Jouyet](#) pendant la présidence française de l'Union européenne

[Jean-François Jamet](#) est vice-président du comité d'orientation d'EuropaNova, normalien et économiste